

NIGERIA

150 morts dans une attaque de Boko Haram

Près de 150 personnes sont mortes noyées ou ont été abattues alors qu'elles fuyaient une attaque du groupe armé Boko Haram dans un village reculé de l'Etat de Yobe, dans le nord-est du Nigeria, ont rapporté mardi des médias citant des habitants.

«Des hommes armés de Boko Haram ont attaqué notre village jeudi, ce qui a conduit à la mort d'environ 150 personnes. La majorité des victimes sont mortes noyées dans la rivière alors qu'elles tentaient de s'enfuir», a raconté un habitant du village de Kukuwa-Gari, Bukar Tijjani, cité par l'AFP.

Des dizaines de membres de Boko Haram, arrivés sur des motos et dans une voiture ont attaqué jeudi dernier le village de

Kukuwa-Gari, provoquant la panique parmi ses habitants.

«Ils ont immédiatement ouvert le feu, ce qui a poussé les habitants à la fuite. Ils ont abattu plusieurs personnes. Malheureusement, beaucoup d'habitants qui tentaient de s'échapper ont sauté dans la rivière, qui est haute à cause des pluies. Beaucoup se sont noyés», a déclaré un villageois, Modu Balumi, cité par la même source.

«Selon notre dernier bilan,

nous avons 150 personnes qui ont été soit abattues, ou qui se sont noyées durant cette attaque. Les hommes armés ont délibérément tiré sur un pêcheur qui tentait de secourir les villageois qui étaient en train de se noyer», a-t-il dit.

Il a ajouté que les corps de nombreuses victimes avaient été retrouvés par des habitants à plusieurs kilomètres du village.

La nouvelle de cette attaque a été retardée à cause de la destruction par Boko Haram des réseaux téléphoniques dans les environs du village, situé à environ 50 kilomètres de Damaturu, capitale de l'Etat de Yobe, depuis le début de leur insurrection en 2009.



Photo : DR

MIGRANTS ASPHYXIÉS EN MÉDITERRANÉE

8 passeurs arrêtés par les autorités italiennes

Les autorités italiennes ont annoncé hier avoir arrêté huit passeurs présumés parmi les passagers de l'embarcation sur laquelle 49 migrants, maintenus à coups de pied et de poing dans la cale, sont morts asphyxiés samedi.

S'appuyant sur les «témoignages concordants» de nombreux survivants, et en particulier de proches des victimes, les enquêteurs «ont identifié un Marocain de 20 ans comme le capitaine de cette barque de 13 mètres de long sur laquelle étaient entassées 362 personnes», ont indiqué ces mêmes sources. Les sept autres responsables étaient chargés de maintenir l'ordre, et en particulier d'empêcher la cinquantaine de passagers de la cale de monter sur le pont, un mouvement risquant de faire chavirer toute l'embarcation.

Ils ont frappé «à coups de poing, de pied, de bâtons et de ceinture sur la tête de ceux

qui essayaient de trouver un peu d'air» et «d'avoir une chance de survivre», a expliqué en conférence de presse Michelangelo Patanè, procureur adjoint de Catane, en Sicile, où les survivants et les cadavres sont arrivés lundi.

Les victimes sont mortes en quelques heures, «vraisemblablement à cause du manque d'air et des émanations des fumées du moteur», a-t-il ajouté, en attribuant la res-

pensabilité aux modalités du voyage et au comportement de l'équipage.

Les passeurs présumés sont «deux Marocains et quatre Libyens âgés pour la plupart de 18 à 20 ans, un autre Marocain de 30 ans et un Syrien de 17 ans qui a été conduit dans un centre pour mineurs».

Les victimes étaient originaires d'Afrique sub-saharienne, du Pakistan et du Bangladesh, selon l'Organisation internatio-

nale pour les migrations (OIM). Mais parmi les migrants arrivés lundi à Catane, il y avait aussi un groupe de 116 Marocains.

N'étant pas autorisés à déposer une demande d'asile, ils ont été conduits immédiatement dans un centre de rétention sicilien et doivent être expulsés par charter «dans les prochains jours», ont ajouté des responsables lors de la conférence de presse.

TUNISIE

Réouverture de l'espace aérien aux vols commerciaux en provenance de la Libye

Les autorités tunisiennes ont rouvert mardi l'espace aérien aux compagnies aériennes libyennes pour assurer les vols commerciaux en provenance de la Libye, a-t-on annoncé de source officielle.

Le directeur général de l'aviation au ministère tunisien du Transport Habib Mekki, a précisé, dans une déclaration à l'agence TAP, que la Tunisie va étudier, dans une deuxième étape la possibilité de redémarrer les vols des compagnies

aériennes tunisiennes vers la Libye. La Tunisie avait décidé de fermer son espace aérien aux vols en provenance des aéroports libyens et aussi vers ces mêmes aéroports, le 21 août 2014, pour des raisons de sécurité.

Seuls les vols commerciaux en provenance des aéroports de Tobruk et Al Abrak ont été autorisés.

Cette réouverture a été décidée par le ministère tunisien du Transport, suite à des pourparlers entre les services aéroportuaires libyens et tunisiens. La décision

vient également, suite à des audits effectués par un groupe de techniciens en matière de sécurité aérienne dans des aéroports libyens pour s'assurer de leur conformité aux normes internationales en matière de sécurité et d'aviation civile.

La reprise du trafic aérien va permettre, selon le département du transport, de retrouver le rythme des échanges entre les deux pays et d'assurer le voyage des personnes pour des raisons sociales, notamment, le déplacement des Libyens pour bénéficier des services de santé en Tunisie.

SYRIE

L'armée reprend le contrôle de plusieurs villages dans le Nord-Ouest

L'armée syrienne a repris hier le contrôle de quatre villages dans la plaine de Sahl al-Ghab, considérée comme stratégique pour les autorités syriennes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Durant la nuit de lundi à mardi, des avions de combat de l'armée ont effectué plusieurs dizaines de frappes sur des secteurs tenus par les combattants rebelles, a précisé l'OSDH, soulignant que «des affrontements au sol entre des insurgés et l'armée, aidée de milices suppléatives, faisaient rage hier».

Le conflit en Syrie entre les forces gouvernementales, les rebelles, des groupes terroristes et des combattants kurdes a fait plus de 240 000 morts en quatre ans, selon l'ONG syrienne.

En outre, plus de quatre millions de Syriens ont fui les combats depuis 2011.

IRAK

Maliki juge «sans valeur» le rapport sur la chute de Mossoul

L'ancien Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a jugé mardi «sans valeur» un rapport d'enquête parlementaire l'impliquant dans la chute en juin 2014 de Mossoul aux mains des terroristes du groupe Etat islamique (Daesh).

«Le résultat émanant de la commission d'enquête parlementaire sur la chute de Mossoul n'a aucune valeur», a affirmé M. Maliki sur sa page Facebook. Ce rapport «est dominé par des divergences politiques et dénué de toute objectivité», selon lui.

«Ce qui s'est passé à Mossoul est un complot ourdi à Ankara, qui s'est ensuite

déplacé à Erbil», a dit l'ex-Premier ministre en faisant référence à la Turquie et au Kurdistan autonome irakien.

M. Maliki, actuellement vice-président, se trouvait mardi en Iran où il devait rencontrer le guide suprême de la République islamique l'ayatollah Ali Khamenei, a indiqué un responsable de son cabinet.

Daesh s'était emparé de Mossoul, la deuxième ville d'Irak, au début de son offensive fulgurante lancée dans le nord de l'Irak en juin 2014 face à des forces gouvernementales en déroute. Le rapport, remis dimanche au président du Parlement, Salim al-Joubouri, implique 35 autres responsables, dont ceux du ministre de la Défense

de l'époque Saadoun al-Doulaimi et du gouverneur de la province de Ninive, dont Mossoul est le chef-lieu, Atheel al-Nujaifi.

«Aucun des noms présents dans ce rapport ne sera effacé, et tous seront transmis à la justice (...) et ceux qui sont responsables de la chute de Mossoul devront rendre des comptes», a assuré M. Joubouri.

En tant que commandant en chef de l'armée, M. Maliki a cherché à centraliser le contrôle de l'armée dans ses services et joué une part importante dans son affaiblissement, en nommant notamment des commandants choisis pour leur loyauté plutôt que leur compétence, selon plusieurs experts.